



**MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DÉCLARATION CONJOINTE  
DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE L'AUSTRALIE, LA BELGIQUE, LA CROATIE, CHYPRE, LE DANEMARK,  
L'ESPAGNE, LA FINLANDE, LA FRANCE, LA GRECE, L'ISLANDE, LE  
LUXEMBOURG, MALTE, LE PORTUGAL, LA NORVEGE, LE ROYAUME-UNI, LA  
SLOVÉNIE ET LA SUEDE**

**Liban**

14 avril 2026

Nous, ministres des Affaires étrangères de l'Australie, la Belgique, la Croatie, Chypre, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Islande, le Luxembourg, Malte, le Portugal, la Norvège, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Suède appelons à ce que le Liban soit inclus aux efforts déployés en vue de la désescalade régionale et demandons instamment à toutes les parties d'œuvrer en faveur d'une solution politique durable. La poursuite de la guerre au Liban compromet la désescalade régionale actuelle, dont nous nous félicitons et qui doit être pleinement respectée par toutes les parties.

Nous saluons l'initiative du Président Joseph Aoun d'ouvrir des discussions directes avec Israël et nous nous félicitons qu'Israël ait accepté d'entamer des discussions facilitées par les États-Unis. Nous appelons les deux parties à saisir cette occasion. Des négociations directes peuvent permettre d'aboutir à une sécurité durable pour le Liban et Israël ainsi que pour la région. Nous nous tenons prêts à les aider. Nous appelons donc toutes les parties à amorcer de toute urgence une désescalade et à saisir l'occasion offerte par le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques du Hezbollah contre Israël, qui doivent cesser immédiatement. Nous condamnons également fermement les frappes israéliennes massives du 8 avril sur le Liban, qui, selon les dernières informations communiquées par les autorités libanaises, ont causé la mort de plus de 350 personnes et fait plus de 1 000 blessés. Les populations et les infrastructures civiles doivent être protégées conformément au droit international humanitaire.

Nous condamnons également avec la plus grande fermeté les attaques contre la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et nous réaffirmons qu'il est impératif de préserver à tout moment la sûreté et la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies.

Nous exprimons notre pleine solidarité et notre appui sans faille aux autorités et au peuple libanais. Nous sommes prêts à fournir une aide d'urgence aux plus d'un million de personnes déplacées au Liban, en coordination avec le gouvernement libanais.

Nous réaffirmons qu'il est important de respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban et de mettre pleinement en œuvre la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous continuerons d'apporter notre soutien à l'État libanais pour qu'il exerce sa pleine souveraineté sur l'ensemble du territoire libanais. Dans ce contexte, nous nous félicitons que le gouvernement libanais ait décidé d'interdire les activités militaires du Hezbollah, de renforcer le plein exercice de l'autorité de l'État à Beyrouth et d'exercer le monopole exclusif des armes, et nous encourageons une mise en application complète et rapide de ces décisions.

\*\*

Joint Statement of Foreign Ministers of  
Australia, Belgium, Croatia, Cyprus, Denmark, Finland, France, Greece, Iceland,  
Luxembourg, Malta, Norway, Portugal, Slovenia, Spain, Sweden, and the United  
Kingdom

## **Lebanon**

14 April 2026

We, Ministers of Foreign Affairs of Australia, Belgium, Croatia, Cyprus, Denmark, Finland, France, Greece, Iceland, Luxembourg, Malta, Norway, Portugal, Slovenia, Spain, Sweden, and the United Kingdom, call for the inclusion of Lebanon in the regional de-escalation efforts and urge all parties to work toward a lasting political solution. The continuation of the war in Lebanon puts at risks the current regional deescalation, which we have welcomed and must be fully respected by all parties.

We welcome the initiative by President Aoun to open direct talks with Israel and the acceptance by Israel to start the talks facilitated by the United States. We call on both parties to seize this opportunity. Direct negotiations can pave the way to bring lasting security for Lebanon and Israel as well as the region. We stand ready to support them. We therefore call upon all parties to urgently deescalate and seize the opportunity offered by the ceasefire between the United States and Iran.

We condemn in the strongest terms the attacks of Hezbollah against Israel which must cease immediately. We also condemn in the strongest terms the massive Israeli strikes on Lebanon conducted on 8 April which, according to the latest information shared by the Lebanese authorities, resulted in the death of more than 350 persons and wounded more than 1000. Civilians and civilian infrastructure must be protected in accordance with international humanitarian law.

We also condemn in the strongest terms the attacks against UNIFIL and we reiterate that the safety and security of UN peacekeepers must be ensured at all times.

We express our full solidarity and our steadfast support for the Lebanese people and authorities. We stand ready to provide emergency assistance to the more than one million displaced persons in Lebanon, in coordination with the Lebanese government.

We reaffirm the importance of respect for Lebanon's territorial integrity and sovereignty and for the full implementation of United Nations Security Council resolution 1701 (2006). We will continue to support the Lebanese state to exercise its full sovereignty over the whole Lebanese territory. In this context, we commend the decision of the Lebanese government to ban Hezbollah's military activities, as well as its decision to reinforce the full imposition of state authority over Beirut and to have the sole monopoly on weapons, and we encourage full and swift implementation.

#### **SERVICE DE PRESSE**

Sous-direction du porte-parolat

37, quai d'Orsay 75007 PARIS

Tél : +33 (0) 1 43 17 52 01

[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)



Direction  
de la communication  
et de la presse

Si vous souhaitez vous désinscrire de cette liste de diffusion, merci de nous le faire savoir par mail à : [presse.dcp@diplomatie.gouv.fr](mailto:presse.dcp@diplomatie.gouv.fr)